

Gulf Canada

M. Stevens: Les députés comprendront certainement que nous ne pouvons pas jouer sur les deux tableaux. J'ai déjà dit qu'il s'agit d'une transaction privée. Quant à nous, nous tenons à favoriser les transactions de ce genre parce que c'est ainsi que fonctionne le secteur privé.

Je ne suis pas libre de divulguer qui sont tous les acheteurs éventuels, même si je le savais. Par exemple, je connais l'identité d'un autre parce qu'il a communiqué avec nous. Il s'agit d'une entreprise entièrement canadienne et très importante. Cette entreprise croyait franchement qu'elle ne pourrait pas justifier une offre aussi importante. Même s'il ne lui manquait pas grand-chose, elle a dû se retirer à cause du prix. C'est l'unique raison pour laquelle elle a reculé.

En ce qui concerne la remarque du député, à savoir si nous avions la garantie que les actions à prime iraient à des Canadiens, je dois dire que ce n'est pas de notre ressort. Nous allons évidemment mentionner à Olympia & York que nous souhaitons la voir boucler cette affaire en se portant acquéreur des actions à prime, mais si la société décide pour quelque raison que ce soit de transférer son option, nous ferons savoir à Reichmann que nos espérons, bien entendu, que ce soit des Canadiens qui en profitent.

Mme Copps: Monsieur le Président, le ministre veut justement gagner sur tous les tableaux. C'est en effet ce qui découle de sa déclaration d'aujourd'hui. Le jour même où son gouvernement impose la clôture sur le projet de loi concernant Investissement Canada et qu'il présente un programme qui laissera le Canada à l'abandon plutôt que d'y favoriser les investissements, le ministre se targue de canadianiser le secteur pétrochimique, alors que cela s'est fait grâce à des programmes libéraux, le PEN et l'AEIE, que son gouvernement est en train de démanteler et d'anéantir. Comment peut-il parler de canadianisation de l'industrie pétrochimique alors que les initiatives ou l'absence d'initiatives du gouvernement en ce qui concerne Investissement Canada vont compromettre en fait le genre de canadianisation de l'industrie pétrochimique qui découlait manifestement des initiatives des anciens gouvernements libéraux?

M. Stevens: Monsieur le Président, je crois que la députée a tort sur au moins deux points. Lorsqu'elle voit dans Investissement Canada quelque chose qui risquerait de nuire à ce genre de marché entre Chevron, Gulf et Olympia & York, il ne fait aucun doute qu'elle se trompe du tout au tout. Si Investissement Canada avait été en activité il y a six mois, exactement le même genre de marché aurait été conclu. Il s'agit d'une transaction susceptible de révision. Nous aurions proposé un marché très similaire à la société Chevron. Évidemment, nous aurions eu en plus le pouvoir et certes le mandat conféré à Investissement Canada de promouvoir efficacement les investissements canadiens.

Lorsque le député prétend qu'on n'obtiendra pas ce genre de transaction à cause des modifications que nous avons apportées au Programme énergétique national, je reste perplexe. Même si je ne peux le prouver, le fait est que il est fort improbable qu'un groupe canadien—Olympia & York ou n'importe qui d'autre—trouverait Gulf Canada assez intéressante pour

l'acheter si le Programme énergétique national existait encore. J'espère que le député le comprend. Il y a des questions essentielles en jeu ici. Le Programme énergétique national a rendu le secteur pétrolier et gazier extrêmement peu attrayant pour les investisseurs canadiens et étrangers.

M. le Président: Je vais donner la parole à la députée de Hamilton-Est (Mme Copps) pour qu'elle puisse poser une question et ensuite au député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) pour qu'il pose une dernière question supplémentaire.

Mme Copps: Le ministre ne croit-il pas que grâce au Programme énergétique national et à l'Agence d'examen de l'investissement étranger, la canadianisation de l'industrie pétrochimique au cours des dix dernières années a suivi le même modèle qui avait été élaboré par les gouvernements libéraux précédents? Sans l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le Programme énergétique national, nous n'aurions pu canadianiser l'industrie pétrochimique dans une proportion de 45 p. 100, ce dont se vante aujourd'hui le ministre.

Je crains beaucoup, à l'instar des consommateurs canadiens, que la décision du gouvernement de favoriser tout investissement quelles qu'en soient la nature et les garanties en matière d'emploi, n'aboutisse à détruire cet objectif de canadianisation dont il parle aujourd'hui. Le ministre ne craint-il pas un tant soit peu que l'augmentation de la participation canadienne accomplie jusqu'ici dans le secteur pétrochimique soit effectivement compromise par la décision de son gouvernement de présenter un projet de loi dans lequel on préconise de créer Investissement Canada?

M. Stevens: Je suis plutôt content que la députée soulève ce genre de questions. J'y vois là une preuve certaine du déphasage de quelques-uns des députés de l'opposition. Le fait est que, depuis 1974, quand l'AEIE a dominé notre économie, la proportion totale de canadianisation des entreprises canadiennes . . .

Mme Copps: La question portait sur le secteur pétrochimique.

M. Stevens: Je cite le pourcentage global.

Mme Copps: Je connais ces chiffres. Je veux ceux qui concernent le secteur pétrochimique.

● (1540)

M. Stevens: Monsieur le Président, au total la canadianisation a coûté 16 milliards de dollars. Ce que les gens oublient—mais sûrement pas les socialistes, car pour eux canadianiser signifie nationaliser, cela fait partie de leur credo . . .

Des voix: Bravo!

M. Stevens: . . . c'est que l'acquisition par le gouvernement fédéral de sociétés pétrochimiques a constitué 33 p. 100 de cette canadianisation. L'ensemble de ces acquisitions ont coûté 5.5 milliards de dollars.

Mme Copps: Êtes-vous contre cela maintenant? Êtes-vous contre Petro-Canada?

M. McDermid: Écoutez bien la réponse.